

# MARCHE SIMPLIFIÉ

## MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE DE TRAVAUX

en application de l'article R 2123-1 du code de la commande publique

<b>Objet du marché :</b>	<b>Canal de l'Escaut – Bief Erre–Thun l'Eveque Colmatage d'une fuite au point kilométrique 7.000</b>
<b>N° de marché :</b> (compléter par l'administration)	
<b>Date du marché :</b> (compléter par l'administration)	

### Préambule

Afin de simplifier l'accès à la commande publique, la direction territoriale Nord-Pas-de Calais de Voies Navigables de France (VNF) met en place un document unique réunissant tous les éléments de la consultation. **Ce document simplifié vaut à la fois règlement de consultation, acte d'engagement et cahier des clauses particulières.**

Il est composé de :

- Partie A : procédure et modalités de mise en concurrence
- Partie B : descriptif du besoin (cahier des charges)
- Partie C : contrat et engagement des parties

### Communication et échanges d'informations par voie électronique

Les communications avec les candidats seront dématérialisées par le biais de la plate-forme de dématérialisation PLACE. Il convient de renseigner ci-dessous les coordonnées de la/les personne(s) référente(s) au sein de votre établissement, pouvant être contactée(s) au cours de la procédure jusqu'à la notification du marché.

**ATTENTION : Il convient de vérifier que les mails adressés par VNF, via la plateforme de dématérialisation PLACE, ne seront pas réceptionnés dans vos « spams » ou dans vos « courriers indésirables »**

*NB pour les candidats, veuillez compléter les mentions suivantes afin de faciliter les échanges électroniques (idéalement une boîte d'unité et un point de contact privilégié)*

Nom et prénom :		
Qualité :		
Courriel(s) :		
Téléphone(s) :		

## Partie A : Procédure et modalités de mise en concurrence

### A.1 – Pouvoir adjudicateur et représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

**Nom de l'organisme : Voies Navigables de France - Direction Territoriale Nord Pas de Calais**

Point de contact : La Directrice territoriale Nord-pas-de-calais de VNF

Adresse : 37, rue du Plat BP 725 Code postal : 59034 Ville : Lille cedex

Tél : 03.20.15.49.70 Fax : 03.20.15.49.71

Adresse Internet (URL) : <http://www.nordpasdecalais.vnf.fr/>

Principales activités : gestion et développement des voies navigables

### A.2 – Objet du marché et caractéristiques principales

**Objet du marché : Canal de l'Escaut petit gabarit – Bief Erre – Thun l'Eveque  
Colmatage d'une fuite au PK 7.000**

Type de marché : Travaux : exécution

CPV - Objet Principal : **45243510-0 Travaux d'endiguement**

- Objet complémentaire : **45246200-5 Travaux de protection des berges**

Lieu d'exécution : **Point kilométrique 7.000 – Canal de l'Escaut petit gabarit, Eswars (59)**

L'avis implique : ☒ Un marché public ☐ Un accord-cadre

Caractéristiques principales :

- L'installation de chantier
- Battage d'un rideau de palplanche coté canal
- Réfection du chemin de service
- Réfection d'affouillement

Difficultés d'accessibilité à la zone.

Options : ☒ NON ☐ OUI :

Variantes : ☒ NON ☐ OUI

Prestations divisées en lots : ☒ NON ☐ OUI :

### A.3 – Procédure de passation

Type de procédure : procédure adaptée

Date et heure limites de remise des offres : **25-05-2023 à 12h00**, délai de rigueur sous peine du rejet.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence : **CP22-006**

### A.4 – Critères d'attribution - examen des candidatures et des offres

#### A.4.1 – Documents relatifs aux capacités des candidats et critères de sélection des candidatures

VNF accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne, en lieu et place des documents suivants :

- La lettre de candidature : DC1 ou équivalent, intégrant la déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- La déclaration du candidat : DC2 ou équivalent
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objets du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années disponibles
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
- La présentation de 5 références en lien avec l'objet du marché, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé

Au regard des documents transmis par le candidat, VNF apprécie les capacités techniques, financières et professionnelles des candidats.

#### A.4.2 – Documents relatifs à l'offre et critères de sélection des offres

Au titre de l'offre, le candidat remet :

- Le présent contrat et ses annexes, complétés, datés et signés par un représentant habilité à représenter l'opérateur économique. Joindre la preuve de la capacité juridique du signataire (extrait K-Bis et le cas échéant délégation de pouvoir).
- L'offre financière : le bordereau des prix et le détail estimatif accompagné de la décomposition de chacun des prix, cadres ci-joints à compléter sans modification
- Joindre un RIB et une attestation d'assurance en cours de validité.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le **prix**, noté sur 10 points, apprécié par rapport à l'offre la moins disante.

$$Note = 10 \times \frac{MOMD}{MOJ}$$

**100 %**

Dans laquelle : MOMD : Montant de l'offre la moins disante. MOJ : Montant de l'offre jugée.

#### A.4.3 – Négociation

Le représentant du pouvoir adjudicateur **se réserve la faculté d'engager des négociations** qui portent sur tout ou partie des éléments de l'offre et qui ont pour but d'amener le candidat à présenter une offre la plus intéressante possible pour VNF. **Le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de négocier avec les trois premiers candidats** du classement déterminés par les critères de sélection des offres.

Dans des conditions de stricte égalité entre les candidats et de confidentialité des échanges, les négociations peuvent revêtir la forme d'échange de courriels, de télécopies, ou de courriers. Les négociations peuvent également se tenir dans les locaux de VNF. Dans ce dernier cas, chaque candidat est convoqué et informé par écrit de la date du rendez-vous au moins 5 jours francs avant celui-ci et se verra préciser la date, l'heure de la réunion ainsi que le lieu de sa tenue. L'audition s'effectue sur une durée de 1 heure à 3 heures maximum.

A l'issue de la négociation, les candidats remettent une nouvelle proposition écrite dans les **délais précisés**. **Ce sont ces nouvelles propositions qui sont analysées et classées. En cas d'absence de réponse aux négociations, ne sera prise en compte pour l'analyse de l'offre que la dernière proposition présentée par le candidat. VNF effectue un classement des offres après négociation au regard des critères d'attribution. Sont exclues du classement définitif les offres restées irrégulières, inacceptables et inappropriées après négociations.**

#### **A.4.4 – Autres :**

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, décider de ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en sont informés.

### **A.5 – Renseignements complémentaires**

#### **A.5.1 – Groupement d'entreprises et/ou sous-traitance**

Le marché est conclu avec un prestataire unique ou avec un groupement d'entreprises conjoint ou solidaire. Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement. VNF se réserve le droit avant la signature du marché de demander la transformation du groupement conjoint en groupement solidaire.

**En cas de groupement ou de sous-traitance, les documents précités au A.4.1 sont à fournir pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant**, à l'exception du formulaire DC1. Pour se prévaloir des capacités professionnelles, techniques et financières d'un sous-traitant déclaré au stade de la remise de l'offre, le candidat doit remettre pour chaque sous-traitant la déclaration de sous-traitance modèle DC4, complétée, datée et signée par les personnes habilitées à représenter l'opérateur économique.

### A.5.2 – Renseignements administratifs et techniques – visite sur site

Pour obtenir les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande sur la plateforme PLACE.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard **4 jours** avant la date limite de remise des offres.

#### Visite sur site :

La visite sur site est **facultative mais recommandée** pour que le candidat puisse pleinement s'approprier le besoin du pouvoir adjudicateur.

Il est précisé que la visite ne constitue pas un critère à part entière qui pourrait être utilisé dans l'analyse des offres remises par les candidats.

**Dans le cas où le candidat souhaiterait une visite sur site, il, doit en informer le pouvoir adjudicateur, dans un délai raisonnable, et ce, de préférence une (1) semaine avant la date limite de remise des offres** indiquée dans les pièces du présent marché.

**Les candidats désirant se rendre sur le site devront s'adresser à :**

**Point(s) de contact(s) :** Soulier Benoit, Chargé d'études au pôle ingénierie de l'UTI Escaut St-Quentin

**Téléphone :** 07 61 30 10 59 **Courriel(s) :** [Benoit.SOULIER@vnf.fr](mailto:Benoit.SOULIER@vnf.fr)

### A.5.3 – Modifications du marché simplifié

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au présent document et ses éventuelles annexes. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard **4 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## A.6 – Transmission des candidatures et des offres

### A.6.1 – Conditions préalables

**Le français est la seule langue à utiliser pour tous les documents et toutes les relations entre le pouvoir adjudicateur, ou ses représentants, et les candidats.** Les offres sont établies en euros.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule sera ouverte la dernière offre reçue.

### A.6.2 – Offre dématérialisée remise sur la plate-forme de dématérialisation PLACE

La remise d'une offre par voie électronique se fera exclusivement et obligatoirement sur la plate-forme de dématérialisation PLACE, impérativement avant la date et l'heure limites.

**En cas de problème avec PLACE, vous pouvez contacter l'assistance technique de 09h à 19h au 01.76.64.74.07 ou via le lien spécifique « assistance en ligne » sur la consultation.**

Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis.

Les exigences relatives à la transmission des offres électroniques sont précisées dans l'annexe relative aux modalités pratiques de transmission des offres au format électronique sur la plateforme de dématérialisation PLACE.

#### La signature électronique des documents n'est pas exigée.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée mais est souhaitée dans le cadre de cette consultation.

### A.6.3 – Offre dématérialisée remise sur la plate-forme de dématérialisation PLACE avec le Service DUME

La réponse électronique est indispensable, mais aucune signature n'est exigée (la signature sera demandée a posteriori à la seule entreprise retenue).

Les exigences relatives à la transmission des offres électroniques sont précisées dans l'annexe relative aux modalités pratiques de transmission des offres au format électronique sur la plateforme de dématérialisation PLACE.

#### **A.6.4 – Copie de sauvegarde**

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cédérom, DVD Rom, clé USB) ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres.

**Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », n° de marché, intitulé du marché et nom ou dénomination du candidat et transmise à l'adresse suivante:**

**VNF - Direction Territoriale Nord Pas de Calais**  
Cellule Commande Publique  
37 Rue du Plat  
59034 Lille Cedex  
  
(Objet du marché)  
**Nom du candidat**  
**« COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR »**

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés. Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique est électronique, la signature électronique est facultative.

Cette enveloppe contiendra les pièces administratives et les pièces relatives à l'offre exigées par le représentant du pouvoir adjudicateur et devra être transmise impérativement avant la date et l'heure limites.

#### **A.7 – Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal Administratif de Lille,  
5 rue Geoffroy Saint Hilaire CS 62039, 59014 Lille cedex.  
Tél : +33 359542342. Fax : +33 359542445. E-mail : greffe.ta-lille@juradm.fr.  
URL : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

## **Partie B : descriptif du besoin (cahier des charges)**

*Le cahier des clauses techniques particulières est joint au présent dossier*

## Partie C : Contrat et engagement des parties

### C.1 – Identification de l'entreprise ou du groupement d'entreprises (à compléter par le candidat)

- ☐ Entreprise seule
- ☐ Groupement conjoint avec mandataire solidaire ☐ Groupement solidaire

#### Entreprise seule ou cotraitant n°1 (mandataire en cas de groupement)

Nom et forme juridique :		
Nom et prénom du représentant :		
Adresse :		
Téléphone :		Courriel : <input type="text"/>
Nom de banque :		
IBAN :		
BIC :	(joindre un RIB)	
N° SIRET :		
N° TVA intra-communautaire :		

#### Cotraitant n°2 (en cas de groupement)

Nom et forme juridique :		
Nom et prénom du représentant :		
Adresse :		
Téléphone :		Courriel : <input type="text"/>
Nom de banque :		
IBAN :		
BIC :	(joindre un RIB)	
N° SIRET :		
N° TVA intra-communautaire :		

#### Cotraitant n°3 (en cas de groupement)

Nom et forme juridique :		
Nom et prénom du représentant :		
Adresse :		
Téléphone :		Courriel : <input type="text"/>
Nom de banque :		
IBAN :		
BIC :	(joindre un RIB)	
N° SIRET :		
N° TVA intra-communautaire :		



## C.2 – Marché à prix global et forfaitaire

### C.2.1 – Evaluation de l'ensemble des travaux telle qu'elle résulte du détail estimatif

Montant hors T.V.A en chiffres TF :	
Montant hors T.V.A en chiffres TO1 :	
Montant hors T.V.A en chiffres TO2 :	
Montant total hors TVA en chiffres :	
Taux de TVA :	20%
Montant total T.T.C en chiffres :	
Montant total T.T.C en lettres :	

### C.2.2 – Durée du marché et délai d'exécution

Durée du marché	La durée correspond au délai d'exécution
Période de préparation	Le délai de la période préparation est inclus dans le délai global d'exécution
Délai(s) d'exécution	<p>Le délai d'exécution est fixé à :</p> <p>-3 semaines pour la tranche ferme</p> <p>-3 semaines pour la tranche optionnelle n°1</p> <p>-2 semaines pour la tranche optionnelle n°2</p> <p>Chaque délai part de la date précisée dans la décision du représentant du pouvoir adjudicateur pour commencer l'exécution des prestations ou de la date de notification de cette décision si celle-ci est postérieure. La période de préparation est incluse dans ce délai</p>

### C.2.3 – Pénalités spécifiques autres que celles prévues à l'article C.3.6 du présent contrat

Sans objet

### C.2.4 – Clauses financières et comptables

Paiement	<p><b>Adresse de facturation :</b> Voies Navigables de France (DT NPDC), 175 rue Ludovic Boutleux CS 30820, 62408 BETHUNE</p> <p>Par <b>virement bancaire</b> au(x) compte(s) mentionnés au C.1 du présent marché (joindre un RIB) dans les conditions fixées aux conditions générales d'achats (C.3.6).</p> <p>Les entreprises concernées par l'obligation de transmission des factures électroniques, en application de l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, devront désormais déposer leur facture sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <a href="https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1">https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1</a>.</p> <p>Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.</p> <p>De plus sur chaque facture doivent obligatoirement mentionner dans son intégralité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'engagement (commande) qui vous est communiqué lors de la commande,</li> <li>- le numéro de " SIRET : 130 017 791 00026 " de la Direction Territoriale Nord Pas de Calais de VNF.</li> <li>- le code service (31)</li> </ul> <p>A défaut la facture ne pourra pas être traitée.</p>
----------	--

<b>Variation des prix</b>	<b>Les prix sont fermes et définitifs.</b>
<b>Avance</b> <small>(cocher la case correspondante)</small>	<input type="checkbox"/> <b>Accepte l'avance de 5 %</b> selon les conditions de l'article R 2191-7 du code de la commande publique. <input type="checkbox"/> <b>Refuse l'avance</b>
<b>Nantissement ou cession de créance</b>	Montant maximal en euros TTC :  <i>Indiquer le montant maximal TTC présenté si vous envisagez de nantir ou céder la créance</i>

### C.2.5 – Clauses environnementales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social, notamment de par les conditions générales d'achats (C.3-12) de la direction territoriale NPDC de V.N.F.

## C.3 – Conditions générales d'achats de la DT NPDC de VNF applicables au présent marché

### C.3.1 - Préambule et champ d'application

Les conditions générales d'achat (CGA) ont pour objet de définir le cadre des relations contractuelles entre l'établissement public des Voies Navigables de France de la DT NPDC, ci-après " VNF " et le titulaire.

Le marché peut prendre la forme d'un simple bon de commande émis par VNF, auquel s'applique les présentes CGA. Les CGA s'applique à tout marché ou à toute commande s'y réfèrent expressément. L'acceptation de la commande par le titulaire implique de plein droit l'acceptation des présentes CGA. Les dispositions générales de vente du titulaire ne prévalent jamais sur les CGA. Toutes les dispositions figurant dans les documents du titulaire (conditions générales de vente ou correspondances) qui seraient contraires aux clauses des CGA sont réputées non écrites, sauf conditions de vente du titulaire plus favorables pour VNF.

Sauf dérogation expressément visée dans les CGA, le bon de commande ou autres documents contractuels, le [Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés publics de travaux \(CCAG-TRX arrêté du 8 septembre 2009 modifié\)](#) s'applique.

### C.3.2 - Notification

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-TRX, lorsque le marché prend la forme d'un bon de commande, sa notification consiste en l'envoi d'une copie du bon de commande.

### C.3.3 - Objet, contenu, spécifications techniques et délais d'exécution

L'objet du marché, son contenu, ses spécifications techniques et les modalités d'exécution sont définis dans les documents contractuels ou le bon de commande et leurs éventuelles annexes. Les travaux sont exécutés à l'adresse précisée dans les documents contractuels ou le bon de commande, en respectant les délais d'exécution qui y sont fixés.

Le titulaire est tenu d'exécuter les travaux satisfaisant aux exigences définies par le marché, notamment en ce qui concerne les fonctions, les performances mesurables ou la conformité à un type défini au marché. En l'absence de spécifications, ces exigences sont celles définies par la proposition technique du titulaire ou le cas échéant, la documentation technique remise par le titulaire. Les spécifications issues des propositions du titulaire et relatives à la description des prestations et/ou aux matières, aux modalités de construction, ainsi qu'aux méthodes d'installation du matériel, et figurant dans les pièces constitutives du marché, relèvent de la responsabilité du titulaire en raison de sa connaissance des règles de l'art.

Le titulaire reconnaît avoir reçu de VNF les indications générales qui lui sont nécessaires pour l'exécution du marché. Il ne peut, en aucun cas, se prévaloir d'un manque d'informations lorsqu'il aurait pu obtenir ces informations à sa demande avant la conclusion du marché. En cours d'exécution, il appartient au titulaire de se rapprocher, en temps opportun, de VNF en vue de recueillir les informations particulières qui n'ont pu lui être fournies lors de la conclusion du marché.

Sauf stipulations contraires du marché, les délais contractuels courent à compter de la date de notification du marché.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, il appartient au titulaire de signaler à VNF par écrit (télécopie, courrier électronique, etc... en s'adressant en priorité au point de contact mentionné dans les documents contractuels ou le bon de commande) des difficultés qu'il rencontre dans leur réalisation, avec des propositions pour les résoudre, en vue de l'exécution complète du marché. Le titulaire ne peut mettre en oeuvre ses propositions qu'après avoir obtenu l'accord écrit préalable de VNF.

Il s'engage au respect des normes régissant sa profession.

### C.3.4 - Prix

#### 4.1 Contenu et caractère des prix

Sauf stipulations contraires du marché, les prix sont fermes et définitifs.

Conformément à l'article 10 du CCAG-TRX, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans les pièces du marché.

#### 4.2 Modification et prix nouveau

Tout prix nouveau fait l'objet d'un avenant.

Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG-TRX et en l'absence de la décision prévue à l'article 15.4.2 du CCAG-TRX, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le maître de l'ouvrage.

### C.3.5 - Modalités de règlement

Le mode de règlement est le **virement administratif**. Le délai de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la date de réception de la facture, présentée après validation des prestations demandées. Ce délai peut être suspendu dans les cas fixés par la réglementation. Sauf dérogations, les paiements sont effectués à terme échu selon les règles de la comptabilité publique. La facture fait apparaître distinctement, outre les mentions légales obligatoires (comportant notamment : les noms ou raison sociale du titulaire, les numéros SIREN ou SIRET, la forme juridique et le capital social de la société, le numéro de TVA intra communautaire, etc.) le **numéro d'engagement qui vous est communiqué lors de la commande et le numéro de " SIRET : 130 017 791 00026 " de la Direction Territoriale Nord Pas de Calais de VNF et le code service (31)**. A défaut la facture ne pourra pas être traitée.

Les demandes de paiement des sous-traitants devront être présentées avec un montant hors taxes (La TVA sera versée au titulaire du marché, dispositif de l'auto-liquidation).

### C.3.11 - Hygiène et sécurité

La sécurité au travail est une priorité absolue pour VNF. Le titulaire s'engage en ce qui concerne son personnel, et celui de ses éventuels sous-traitants, à respecter les règles en vigueur sur le lieu d'exécution des travaux en matière de conditions de travail, de santé, d'hygiène, de sécurité et

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA, le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire.

Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts. Ces dispositions s'appliquent aussi aux sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de versement est le directeur général de VNF. La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement ou la cession de créance est le directeur territorial de la DT NPDC.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit à des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le titulaire a droit, sans formalité, à une indemnité forfaitaire liée aux frais de recouvrement générés par le retard. Le montant de cette indemnité est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnité complémentaire sur présentation de justificatifs.

Le comptable assignataire du paiement est l'agent comptable principal de VNF.

### C.3.6 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-TRX, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200 euros par jour de retard.

En cas de non respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200 euros.

En cas de retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200 euros. Après ordre de service resté sans effet et mise en demeure, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-TRX.

En cas de retard dans la fourniture des documents exigés au marché (rédigé en français), le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200 euros.

Les dispositions des articles 20.1.1 et 20.1.2 du CCAG-TRX s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. S'il y a plusieurs pénalités couvrant le respect de plusieurs délais, leur application est cumulative en fonction des retards constatés.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-TRX, le montant cumulé des pénalités est plafonné à 30% du montant du marché. Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

### C.3.7 - Sous-traitance

Le titulaire d'un marché de travaux peut sous-traiter partiellement son marché à condition d'avoir obtenu de VNF l'acceptation de chaque sous-traitant et l'acceptation de ses conditions de paiement. L'acceptation par VNF confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600€ TTC et dans la limite du montant du marché ou du montant du sous-traité.

### C.3.8 - Assurances

En application de l'article 9 du CCAG-TRX, le titulaire doit avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et maintenir en cours de validité les contrats d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que des engagements contractuels pris au titre du marché.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-TRX, préalablement à la conclusion du marché, le titulaire doit fournir à VNF les attestations d'assurance établies par sa compagnie d'assurance, valables à la date d'effet du marché.

L'existence de cette (ou ces) assurance(s) ne peut en aucun cas être considérée comme une quelconque limitation des responsabilités encourues par le titulaire au titre du marché. De façon générale, le titulaire ne peut en aucune manière invoquer l'existence des polices d'assurance, une insuffisance de couverture ou encore les franchises ou exclusions et plus généralement une contestation quelconque qui pourraient lui être opposées par l'assureur en cas de sinistre, pour obtenir une atténuation de sa responsabilité.

Le titulaire doit informer VNF des modifications, suspension ou résiliation de ses contrats d'assurance.

### C.3.9 - Conflit d'intérêt

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, d'affinités politiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. En cas de conflit de cette nature, le titulaire prend immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

Le titulaire s'abstient de tout contact de nature à compromettre son indépendance.

### C.3.10 - Obligation de confidentialité

Le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Le titulaire doit limiter ses émissions de bruit en limitant au maximum tout risque de dépassement des niveaux sonores autorisés ou propagation, en capotage et insonorisation des appareils et en optimisant la durée d'utilisation des appareils. Toute utilisation d'outils doit répondre aux normes NF concernant les mesures de protection sonore.

d'environnement, ainsi que la législation applicable en la matière. Le titulaire s'engage tant pour lui que pour ses éventuels sous-traitants à :

- faciliter la coordination de l'exécution des travaux avec les activités de VNF et celle des tiers intervenant sur le lieu d'exécution des travaux,
- prévenir les risques de dommages aux personnes et aux biens lors de l'exécution des travaux.

Le titulaire fait cesser, immédiatement et à ses frais, toute situation ou activité dangereuse ou nuisible pour la santé, l'hygiène, la sécurité ou l'environnement dont il a le contrôle.

Le titulaire doit tenir propre et en ordre les lieux de travail sur lesquels il intervient.

Le titulaire se conforme notamment aux prescriptions et carnets de prescriptions suivants pour les catégories de travaux concernés, ainsi qu'à leurs éventuelles mises à jour et à tous autres documents qui leur seraient substitués.

### C.3.12 - Ethique et développement durable

#### 12.1 Généralités

L'établissement souhaite dans ce cadre la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise. Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement

Le titulaire s'engage notamment à respecter les règles suivantes :

- ne pas faire travailler des enfants, ni avoir recours à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire conformément aux principes de l'Organisation Internationale du Travail ;
- veiller à ce qu'il n'existe aucune forme de discrimination au sein de sa société ou vis à vis des tiers ;
- assurer pour tous ses employés des conditions de travail respectant la santé et la sécurité sur les lieux de travail ;
- respecter l'environnement lors de la conception, la fabrication, l'usage et la destruction ou le recyclage de produits et réduire l'impact négatif qu'il pourrait avoir sur l'environnement conformément à toute législation environnementale et de santé publique applicable, qu'elle soit nationale, européenne ou internationale ;
- Ne s'engager dans aucune forme de corruption.

Ces obligations s'appliquent au titulaire mais aussi à ses éventuels sous-traitants.

#### 12.2 Clause environnementale

Au titre de son devoir de conseil, il est demandé au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché, de communiquer à VNF toute information pertinente vis-à-vis du respect de l'environnement (engagements existants, actions de progrès prévues, réductions ou préventions d'impacts obtenues,...) et de l'avertir de toute circonstance susceptible de générer un impact significatif sur l'environnement. Le titulaire prend, conformément à la réglementation en vigueur, les dispositions nécessaires pour éviter la pollution de l'air, de l'eau, des sols, pouvant être causée par lui ou ses sous-traitants lors de l'exécution du marché, y compris lors des transports liés à l'exécution du marché. En cas de pollution accidentelle, le titulaire se charge des opérations de dépollution dont il est responsable. En cas de pollution accidentelle, le titulaire informe immédiatement VNF et le maître d'œuvre du sinistre, des premières mesures de dépollution envisagées et de leur délai d'exécution ; il transmet à VNF et au maître d'œuvre dans les meilleurs délais une première analyse des conséquences de la pollution.

#### 12.3 Gestion des déchets

Sauf stipulation contraire dans le marché, le titulaire est responsable de la gestion des déchets dont le transport et l'élimination sont réglementés et générés par l'exécution des travaux.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation concernant les déchets, notamment celle relative à leur traçabilité : transit, stockage, regroupement et transport.

Le titulaire doit trier ses déchets, et pour les déchets concernés, fournir à VNF une copie des Bordereaux de suivi de déchet (BSD ou BSDA) et des récépissés de transport et autorisation d'exploiter associés, et cela dans le respect des délais prévu par la réglementation. Pour les déchets non concernés, le titulaire doit fournir à VNF les quantités de déchets évacuées via une copie des bons de pesés et une attestation de prise en charge par l'installation de destination finale.

Le titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement, que ce soit sur le lieu d'exécution du marché, lors du stockage, du regroupement ou du transport des déchets, jusqu'à la prise en charge des déchets dans une installation appropriée.

#### 12.4 Consommation d'eau et d'énergie, bruit

L'eau et les sources d'énergie consommées par le titulaire et ses sous-traitants, doivent être utilisées en limitant au maximum la surconsommation et le gaspillage, en optimisant l'utilisation des appareils (postes à souder, GE, ...) et véhicules (engins, camions, ...), en éteignant la lumière (locaux sociaux, bureaux) des locaux et en fermant les arrivées d'eau en cas de non utilisation.

Le titulaire doit limiter ses émissions de bruit en limitant au maximum tout risque de dépassement des niveaux sonores autorisés ou propagation, en capotage et insonorisation des appareils et en optimisant la durée d'utilisation des appareils. Toute utilisation d'outils doit répondre aux normes NF concernant les mesures de protection sonore.

#### 12.5 Clause éthique

Conformément à ses engagements en matière d'éthique, VNF tient tout particulièrement à respecter les principes et droits fondamentaux inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies, la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne et les Conventions conclues dans le cadre de l'Organisation Internationale du Travail. Dans ce cadre, VNF applique ces principes à ces achats et, notamment, ceux relatifs au travail des enfants et au travail forcé ou obligatoire.

### C.3.13 - Propriété intellectuelle

Chaque partie conserve les droits de propriété intellectuelle de toute nature (brevets, marques, dessins et modèles, propriété littéraire et artistique, etc.) et les connaissances qu'elle possède au moment de la signature du marché, ou sur lesquels elle détient une licence d'utilisation. Le titulaire s'engage à n'utiliser que des connaissances portant sur des procédés, des équipements ou matériaux:

- Librement exploitables par VNF et reproductibles sans limitation par quiconque.
- Dont il a la pleine propriété ou la libre utilisation, avec droit de la transférer à un tiers, et sous réserve d'avoir fait connaître préalablement à la signature du marché l'existence de ces droits à VNF.
- Dont VNF a la propriété ou la libre utilisation.

Lorsqu'il emploie des connaissances citées à l'alinéa b, le titulaire concède à VNF, sans frais additionnel au prix du marché, une licence d'utilisation des droits cités ci-dessus, avec droit de sous-lLicencier tout tiers de son choix, ainsi qu'éventuellement ses filiales nommément désignées au marché.

Si, en cours de marché, le titulaire entend faire usage de connaissances protégées, il avertit préalablement VNF qui dispose de quinze (15) jours après notification pour lui donner son accord, le silence valant refus. En cas d'accord de VNF, celle-ci bénéficie de plein droit d'une licence sans frais additionnel d'utilisation dans les conditions précisées à l'alinéa précédent. En cas de refus par VNF et si le titulaire persiste dans sa demande, le marché peut être résilié de plein droit. Si le titulaire utilise des droits cités à l'alinéa c, il s'engage à n'utiliser ces droits que dans le cadre de l'exécution de l'ouvrage objet du marché. Concernant les connaissances citées aux alinéas b) et c), chaque partie ne pourra effectuer des publications, ou des communications orales, quelle qu'en soit la forme, conférences ou soutenances de thèses relatives à l'objet et/ou aux résultats des études réalisées dans le cadre du marché, mentionnant l'existence de ces connaissances, sans demander par écrit son autorisation préalable à la partie propriétaire des droits protégeant ces connaissances. Dans ses publications et/ou communications orales éventuelles relatives au marché, chaque partie fait mention de la collaboration de l'autre partie. VNF peut utiliser ou faire utiliser par des tiers les résultats des études, notes de calculs, plans, et connaissances générés dans le cadre du marché, en partie ou en totalité, pour des consultations portant exclusivement sur des prestations de même nature que l'objet du marché, ou tout autre besoin explicitement exprimé. Le titulaire ne peut utiliser les résultats des études, notes de calcul et plans, exécutés dans le cadre du marché, pour ses besoins propres ou pour répondre à d'autres marchés, qu'après accord explicite du signataire du marché pour VNF.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations ci-dessus VNF peut prononcer la résiliation du marché.

### C.3.14 - Autres stipulations

Le titulaire se soumet aux conditions d'accès aux locaux et s'engage à respecter les consignes de sécurité.

Le titulaire prend les dispositions nécessaires à la protection des biens et équipements sur le lieu de son intervention. Il engage sa responsabilité en ce qui concerne les dégradations occasionnées dans le cadre de sa mission.

### C.3.15 - Réception des ouvrages

#### 15.1 Réception des ouvrages

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG-TRX, le défaut de fixation de la date des opérations préalables à la réception par le pouvoir adjudicateur n'entraîne pas la réception tacite des prestations, toutes les autres stipulations du CCAG-TRX sont applicables.

#### 15.2 Réception partielle – prise en possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG-TRX sont seules applicables.

### C.3.16 - Garanties

Sauf mentions contraires indiquées dans le marché ou conditions plus favorables du titulaire, les stipulations du CCAG-TRX sont applicables. Etant précisé que le marché peut fixer des garanties particulières pour certaines prestations ou installations.

### C.3.17 - Références et correspondance

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Les références figurant sur le bon de commande ou les documents contractuels doivent être rappelées sur les factures, les bons de livraison, les colis, et toute autre correspondance.

### C.3.18 - Litiges

Le droit applicable est le droit français.

Les litiges éventuels sont soumis au tribunal administratif de Lille.

### C.3.19 - Dérogations au CCAG-TRX

Les articles C.4 et C.3.1 dérogent à l'article 4.1 du CCAG-TRX.

L'article C.3.2 déroge à l'article 4.2 du CCAG-TRX.

L'article C.3.2 déroge à l'article 15.4.3 du CCAG-TRX.

Les articles C.2.3 et C.3.6 dérogent à l'article 20 du CCAG-TRX.

L'article C.3.8 déroge à l'article 9 du CCAG-TRX.

L'article C.3.15.1 déroge à l'article 41.1.3 du CCAG-TRX.

## C.4 – Signature des parties

### ☐ Liste des pièces à valeur contractuelle

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TRX, les pièces constitutives du marché sont :

- le présent document simplifié et ses annexes :

- Le cahier des clauses techniques particulières

- Plan de situation

- Plan masse existant et futur

- Photos

- Rapport d'intervention des plongeurs

- DICT

- [le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés publics de travaux \(CCAG-TRX arrêté du 30 mars 2021\)](#)

- l'offre financière du titulaire : **Bordereau des Prix Unitaires et Détail Quantitatif Estimatif**

- Les actes spéciaux de sous-traitance

### ☐ Proposition de l'opérateur économique (à compléter et à signer par une personne dûment habilitée) :

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques du présent document et de ses annexes, j'accepte sans réserve les clauses énoncées ci-avant, contenues dans les documents originaux conservés par l'administration (seuls faisant foi) et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les travaux demandés.

Nom, Prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature	Signature

### ☐ Acceptation de l'offre par le représentant du pouvoir adjudicateur :

Représentant du pouvoir adjudicateur	Lieu et date de signature	Signature

### ☐ Notification du marché

- **Notification par voie électronique par PLACE** : imprimer et agraffer au présent document l'avis de réception, téléchargeable sur PLACE, authentifiant la date de réception ;